



Union interparlementaire
Pour la démocratie. Pour tous.



146^e ASSEMBLÉE DE L'UIP
المنامة، البحرين
MANAMA, BAHREÏN
11-15 MARS 2023 - ١٠-١٢ مارس ٢٠٢٣

146^e Assemblée de l'UIP Manama (11–15 mars 2023)

Assemblée
Point 3

A/146/3-Inf.1
30 novembre 2022

Note d'orientation pour le débat général sur le thème :

Promouvoir la coexistence pacifique et les sociétés inclusives : combattre l'intolérance

La Déclaration universelle des droits de l'homme et les autres instruments internationaux des droits de l'homme et du droit humanitaire disposent que le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde est de reconnaître que toute personne doit pouvoir exercer pleinement les droits égaux et inaliénables et qu'il ne doit y avoir aucune discrimination fondée sur la culture, la race, la couleur, la langue, l'origine ethnique, la religion, le sexe, l'orientation sexuelle ou l'appartenance politique.

Les sociétés inclusives dans lesquelles les droits sont respectés sont plus susceptibles d'être cohésives, pacifiques et démocratiques. Selon l'Institut pour l'économie et la paix (IEP), l'acceptation des droits des autres et les bonnes relations avec les pays voisins sont des aspects d'une paix positive qui contribuent à l'instauration d'une société pacifique. D'autres données indiquent que la confiance entre les populations se traduit par une plus grande confiance envers les institutions et une plus grande résilience face aux conflits¹. La promotion d'une société pacifique et inclusive est un pilier important du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies. Il s'agit également d'un axe majeur de la Stratégie de l'UIP.

Malgré ce fait, le monde devient plus divisé, moins tolérant et moins pacifique. L'Indice mondial de la paix 2022 révèle qu'au cours des 15 dernières années, le monde est à son plus bas niveau en matière de paix.

De nombreux indicateurs montrent que la coexistence pacifique et l'inclusion reculent partout dans le monde, alors que l'intolérance et la discrimination augmentent. Selon l'Indice mondial de la paix, la poussée des manifestations violentes au cours de l'année 2022 a mis en évidence une polarisation croissante, une critique envers les structures administratives et une baisse de tolérance sur des points de vue divergents. Les discours de haine sur Internet continuent de semer la division et de s'intensifier envers les minorités, selon un rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de 2021². De même, la confiance envers le gouvernement et envers les médias du monde entier diminue, les libertés religieuses sont restreintes et la discrimination religieuse, le racisme et la xénophobie sont en augmentation.

Ces expressions d'intolérance ou d'exclusion sont intimement liées aux tendances mondiales d'inégalités sociales et économiques croissantes, à la détérioration de la confiance en la démocratie et les normes relatives aux droits de l'homme, à la restriction des droits et aux menaces croissantes à la paix et à la sécurité dues à l'extrémisme violent ou à la diffusion de la désinformation. Tout ceci entrave la cohésion sociale et la paix dans le monde.

¹ www.sfcg.org/wp-content/uploads/2017/02/SC2_Framework-copy.pdf

² www.ohchr.org/fr/stories/2021/03/report-online-hate-increasing-against-minorities-says-expert

Les efforts visant à combattre l'intolérance, à promouvoir la coexistence pacifique et à bâtir des sociétés inclusives exigent une réponse globale de la part des différents acteurs. Les parlements doivent jouer un rôle important et les parlementaires, en tant que représentants du peuple, sont la voix par laquelle les doléances, les préoccupations, les besoins et les désirs de celui-ci sont exprimés.

Les principales missions des parlements (vote de lois et de budget, représentation et contrôle) en font les garants de l'état de droit, de la citoyenneté, des droits de l'homme et de la justice. Malgré les menaces qui planent actuellement sur la coexistence dans le monde, les parlements ont un rôle important à jouer pour aider les populations à devenir plus inclusives et plus pacifiques, en protégeant les droits et en montrant l'exemple.

L'engagement de l'UIP à promouvoir la cohésion et l'inclusion fait partie de sa mission principale à œuvrer en vue de la paix et de la coopération entre les peuples et en vue de l'affermissement des institutions représentatives. Cet engagement est intégré dans sa Stratégie actuelle, qui considère les parlements comme faisant partie d'écosystèmes plus larges où s'exerce la démocratie.

L'UIP s'est fréquemment penchée sur les questions d'inclusion, de coexistence et de paix dans ses déclarations d'Assemblée, ses publications et ses activités³. La Déclaration de Québec intitulée *Citoyenneté, identité et diversité linguistique et culturelle à l'ère de la mondialisation* en 2012 a reconnu l'importance d'un juste équilibre qui respecte la diversité dans l'inclusion et la cohésion sociales comme moyen d'établir la confiance au sein des sociétés, et aussi une condition *sine qua non* du progrès, de la prospérité et d'une bonne qualité de vie. La Déclaration de Saint-Pétersbourg de 2017 intitulée *Promouvoir le pluralisme culturel et la paix à travers le dialogue interreligieux et interethnique* a reconnu que le dialogue entre les religions, les cultures et les ethnies est essentiel à la paix et au pluralisme culturel et qu'en tant que représentants des peuples, les parlements du monde s'engagent à renforcer les processus normatifs et des cadres juridiques.

La Stratégie actuelle de l'UIP encourage une orientation stratégique axée sur les principaux défis mondiaux, à savoir les changements climatiques, la démocratie, les droits de l'homme, l'égalité des sexes et la participation des jeunes, la paix et la sécurité, et le développement durable pour tous. Les questions d'inclusion et de paix recoupent chacun de ces domaines. Ces dernières années, l'UIP a mis particulièrement l'accent sur la promotion de la coexistence pacifique entre les religions, les croyances, les cultures et les ethnies, dans le cadre de ses programmes de consolidation de la paix et de lutte contre le terrorisme.

Le débat général sera l'occasion pour les parlementaires du monde d'identifier les facteurs qui sous-tendent l'intolérance et la division aux niveaux local et mondial, et de partager les bonnes pratiques sur les approches durables et globales pour promouvoir l'inclusion et soutenir la coexistence pacifique, dans le but de bâtir des sociétés résilientes et cohésives.

Pour que ce débat général soit aussi significatif, concret et orienté vers l'action que possible, les parlements membres sont invités à se pencher sur les questions suivantes :

- 1) Quelles sont les principales causes de l'intolérance ou de l'exclusion dans votre société et quelles mesures votre parlement a-t-il prises pour y remédier ?
- 2) Quels types de facteurs favorisent la coexistence entre différents groupes, et comment votre parlement les encourage-t-il ?
- 3) Comment votre parlement pourrait-il être plus inclusif dans son travail ?
- 4) Quel rôle l'action parlementaire collective peut-elle jouer pour contribuer à lutter contre les vecteurs de l'intolérance ou à promouvoir l'inclusion et la coexistence pacifiques ?

³ Voir *Pour des parlements inclusifs : la représentation des minorités et des peuples autochtones au Parlement* - archive.ipu.org/splz-f/chiapas10/overview.pdf.